

Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

Le soldat, le patriotisme et la démocratie

Claude Polin , le jeudi 21 février 2013

De la guerre de Troie aux guerres du XXe siècle, la guerre n'a jamais cessé de hanter l'Occident. Mais il y a tout lieu de penser que le monde occidental, au sortir de deux guerres mondiales, a achevé une mutation commencée il y a trois ou quatre siècles. Le personnage du guerrier traditionnel n'y a plus vraiment sa place, sans que pour autant l'Occident ait enfin renoué avec la paix à laquelle tout homme aspire plus ou moins consciemment.

1

Pour autant qu'on puisse schématiser les choses et mentionner des dates largement symboliques, je dirais que, jusqu'à la Renaissance, la guerre opposait deux sortes d'hommes. D'un côté il y avait des Princes que leur désir de gloire et la passion de dominer incitaient à agrandir leur domaine, suivis de tous ceux qu'ils parvenaient à convaincre de les suivre, du fantassin ou de l'arbalétrier jusqu'aux seigneurs avides de recueillir quelques miettes des conquêtes de leur Prince. De l'autre il y avait des hommes attachés au sol qui les faisait vivre, et fidèles à un Prince que, bon an mal an, ils jugeaient attaché à les protéger.

Qu'en son origine la guerre fût l'effet d'un désordre dans l'âme de quelques hommes, c'est-à-dire en dernière analyse l'effet du péché, rendait entièrement légitime que l'agressé se défendît contre l'agresseur. Il n'était pas inhabituel que prennent les armes paysans ou bourgeois, mais le soin de la guerre était le plus souvent confié à des hommes plus prêts que d'autres à risquer leur vie pour les autres. Qu'il y eût des soudards, des brutes outrepassant leur rôle, ne faisait pas ignorer qu'il y avait de la noblesse à être un homme d'armes, et le guerrier fut pendant des siècles un homme en principe honorable et le plus souvent honoré.

Mais il n'y aurait jamais eu d'hommes à défendre leur pays s'ils ne l'avaient, à un degré ou à un autre, conçu comme une terre à laquelle ils se sentaient liés par un lien plus sacré à leurs yeux que leur vie même. Ce pouvait être parce qu'elle était celle de leurs ancêtres, le respect porté à ceux à qui ils devaient le jour paraissant la chose du monde la plus naturelle. Ce pouvait être la loyauté à l'égard d'un seigneur ou d'une famille envers qui étaient naturellement nés des rapports de confiance. Ce pouvait être encore le sentiment qu'une mystérieuse providence assignait à chaque homme le devoir de jouer son rôle à la place qui lui avait été allouée, même s'il n'en comprenait pas toujours le sens ultime. Quels qu'ils fussent, ces mobiles se confondaient tous en un seul : la conviction qu'aucune volonté particulière humaine ne pouvait prétendre ordonner toutes choses à son gré, et que rien n'était plus naturel que de vouloir se changer soi-même plutôt que l'ordre du monde : *ubi patria ibi bene*.

Une révolution se produit, dont ce n'est pas le sujet ici de rapporter les causes, mais qu'on peut résumer en quelques mots : au lieu que l'homme fût conçu comme une partie de l'univers, on se prit à penser qu'il était appelé à en être le maître, et que s'il y avait un ordre dans l'univers, c'était que l'homme l'y mettait. Ou pour parler plus rigoureusement chaque homme : n'y ayant plus d'ordre naturel des choses, c'est-à-dire de normes transcendant l'esprit ou la volonté des hommes, il ne pouvait logiquement demeurer comme principe ordonnateur de tout ordre possible que l'idée que chacun se faisait de ce que la norme générale devait être, c'est-à-dire la raison individuelle qui, elle-même, en l'absence de toute norme objective, ne pouvait plus avoir d'autre principe que le bon plaisir de l'individu.

De cette révolution sortit l'idée qu'il n'y a de société légitime que celle à laquelle toutes les volontés individuelles ont préalablement consenti, c'est-à-dire de société légitime que contractuelle : le contrat est un accord librement passé entre deux libertés, qui ne se doivent rien l'une à l'autre, mais trouvent chacune un avantage personnel à y souscrire. Quel dévouement peut donc susciter une entité politique dans laquelle chacun n'entre que pour son avantage ? Peut-il exister un homme qui sacrifie sa vie pour défendre une association dont le seul but, et la seule justification à ses propres yeux, est de lui permettre de vivre mieux qu'il ne le faisait avant d'y entrer ? Est-il concevable de mourir pour s'assurer de vivre plus confortablement ?

On dira – Rousseau l'a dit – qu'il n'y a rien de plus normal pour un homme que de défendre la société dans laquelle il se trouve bien. Normal peut-être, mais seulement pour autant que cette défense n'engage pas la vie même de l'individu. Mais rien de moins normal s'il s'agit de la sacrifier pour défendre les autres, au point que Rousseau jugeait que la force seule pouvait contraindre le récalcitrant : « Afin que le pacte ne soit pas un vain formulaire, il renferme tacitement cet engagement, qui seul peut donner de la force aux autres, que quiconque refusera d'obéir à la volonté générale y sera contraint par tout le corps, ce qui ne signifie autre chose sinon qu'on le forcera à être libre ». Rien de plus logique que cet usage de la contrainte par corps : si nul n'entre en société que pour son avantage, on voit mal qu'il soit à son avantage de se faire tuer pour cette société.

Il s'agit sans doute d'une obligation morale, mais quelle moralité peut prévaloir sur l'intérêt personnel, si celui-ci est considéré comme le seul fondement du pacte social ? En d'autres termes, la désobéissance civile, l'absence de dévouement, l'absence de patriotisme sont inscrites dans la nature même de la société contractuelle, et nul ne le dit mieux que l'apôtre de la démocratie : « Son existence absolue et naturellement indépendante fait que tout homme envisage ce qu'il doit à la cause commune comme une contribution gratuite dont la perte sera moins nuisible aux autres que le paiement n'en est onéreux pour lui [...] Que chacun voie dans le bien de tous le plus grand bien qu'il peut espérer pour lui-même demande un concours de sagesse dans tant de têtes et un concours de rapport dans tant d'intérêts qu'il n'y a que la force qui puisse y suppléer ».

Résumons tout cela d'un mot : il ne peut plus y avoir de patriotisme là où la patrie n'est que l'endroit où je suis bien, ni de guerre non plus, même défensive, car toute guerre est impossible en l'absence de combattants. [...]

Le jeudi 21 février 2013 à 08:46 . Classé dans [Numéro 118](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.

